

Unité inter-départementale Aude-Pyrénées-Orientales  
320 chemin de Maquens  
ZI la Bouriette – CS 70069  
CEDEX 09  
11807 CARCASSONNE

CARCASSONNE, le 16/11/2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 29/09/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **SILOS ARTERRIS Loudes**

ARTERRIS  
Loudes  
11451 CASTELNAUDARY

Références : 2022-570  
Code AIOT : 0006600079

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/09/2022 dans l'établissement SILOS ARTERRIS Loudes implanté Loudes Cedex 11451 CASTELNAUDARY. L'inspection a été annoncée le 16/09/2022.

Cette partie «Contexte et constats» est publiée sur le site Géorisques <https://www.georisques.gouv.fr/>

Contenu de la visite spécifié par courrier en date du 16 septembre 2022.

La visite des installations s'est en priorité orientée vers l'extension OPUS : dernière acquisition du Groupe ARTERRIS sur son site de Loudes à Castelnaudary.

De façon partielle, ont été visités :

- Silo RIII et séchoir,
- Groupe de stockage de céréales GSV1, 2 et 3.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SILOS ARTERRIS Loudes
- Loudes Cedex 11451 CASTELNAUDARY
- Code AIOT : 0006600079
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Ied : Oui

Le groupe Coopératif ARTERRIS exploite sur le site de Loudes à Castelnaudary, un complexe céréalier comprenant une diversité d'activités dont :

- Stockage de céréales
- Fabrication et stockage de semences
- Séchoirs à céréales
- Séchoirs à semences
- Fabrication d'aliment pour bétail
- Stockage d'engrais, dont des ammonitrates
- Stockage de produits de traitement

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

Le contenu de la visite a été spécifié par courrier en date du 16 septembre 2022.

La situation observée au cours de la visite a conduit à réorienter le contenu de l'inspection vers des thématiques initialement non prévues (conditions d'accès pendant des périodes de traitements, localisation des stockages, configuration des locaux ...).

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Au cours de la visite des installations et en comparaison avec les inspections précédentes, l'inspection constate une dégradation dans la vigilance, la compétence et le suivi des agents et des installations.

Cette situation a conduit l'inspection à proposer des actions administratives et pénales.

Au regard des actions et réponses apportées par l'exploitant les 7, 14 et 15 novembre 2022, l'inspection estime qu'il n'est plus nécessaire de proposer à la signature de Monsieur le préfet un arrêté de mise en demeure de respecter les prescriptions réglementaires.

Cependant, certains points sont maintenus en "susceptible de suites" afin de suivre la bonne réalisation des actions engagées restant à finaliser.

Par ailleurs, l'inspection maintient l'information de Monsieur le procureur de la république sur les conditions d'exploitations ayant été constatées en visite d'inspection et qui ne respectaient pas les dispositions préfectorales relatives au site visité à la date du 29 novembre 2022.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Classement n° 1510	Arrêté Préfectoral du 29/07/2020, article 1.2.1	/	Sans objet
4	Organisation-Responsable	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 3	/	Sans objet
5	Extension OPUS : Bureau - Guichet	AP Complémentaire du 29/07/2020, article 8.5.1	/	Sans objet
6	RIII : Propreté - Nettoyage	Arrêté Préfectoral du 12/02/2015, article 7.1.3	/	Sans objet
7	Extension OPUS : Parois des cellules 1, 2 et 3	Arrêté Préfectoral du 29/07/2020, article 8.5	/	Sans objet
13	Extension OPUS : Gestion des stocks - cellules 1, 2 et 3	AP Complémentaire du 29/06/2020, article 7.1.6	/	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Rubriques ICPE	Arrêté Préfectoral du 29/07/2020, article 1.2.1	/	Sans objet
3	FOUDRE	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 19, 20	/	Sans objet
8	Extension OPUS : Fumigation cellule n°2 - Dispositions d'urgence	AP Complémentaire du 29/07/2020, article 7.6.2.1	/	Sans objet
9	Extension OPUS : Palettes de bois : Stockage extérieurs	AP Complémentaire du 29/07/2020, article 7.1.6, 8.5.1	/	Sans objet
10	Circulation dans l'établissement : Vitesse des véhicules	Arrêté Préfectoral du 12/02/2014, article 7.1.5	/	Sans objet
11	Circulation dans l'établissement : Accès véhicules d'incendie	Arrêté Préfectoral du 12/02/2014, article 7.1.5	/	Sans objet
12	Engrais : Parois des cases béton	Arrêté Préfectoral du 12/02/2015, article 1.1.3	/	Sans objet
14	Extension OPUS : Emplacement poste de charge des Batteries	AP Complémentaire du 29/07/2022, article 8.5.1	/	Sans objet
15	Extension OPUS : Accès extincteurs et RIA	AP Complémentaire du 29/07/2022, article 8.5.1	/	Sans objet
16	Engrais : Types d'engrais autorisés	AP Complémentaire du 29/07/2022, article 1.2.1, 1.2.4-3°	/	Sans objet
17	Silos RIII : Isolation des galeries sous-cellules	AP Complémentaire du 29/06/2020, article 7.1.6	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Au cours de la visite des installations et en comparaison avec les inspections précédentes, l'inspection constate une dégradation des conditions d'exploitation.  
 Cette situation a conduit l'inspection à proposer des actions administratives et pénales.

### 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Rubriques ICPE**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 29/07/2020, article 1.2.1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Bilan activité / Classement ICPE
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>RUBRIQUES ICPE :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 1185 ? / ? / ?</li> <li>- 1435 / DC / 733 m3/an</li> <li>- 1510-2 / E / 228141 m<sup>3</sup> / Quantité ?</li> <li>- 1511-3 / DC / 9323 m<sup>3</sup></li> <li>- 2160-1a / E / 85361 m<sup>3</sup></li> <li>- 2160-2a / A / 92273 m<sup>3</sup></li> <li>- 2260-2a / E / 35,13 MW</li> <li>- 2910-A-2 / DC / 3,14 MW</li> <li>- 3642-2 / A / 414 t/j</li> <li>- 4140-2 / D / 9 t</li> <li>- 4510-2 / DC / 68,5 t</li> <li>- 4702-II-b / DC / 1150 t</li> <li>- 4702-III / - / 50 t</li> <li>- 4702-IV / DC / 2000 t</li> <li>- RUBRIQUE IOTA :</li> <li>- 2.1.5.0-1° / A / 24,9 ha</li> </ul>
<p><b>Constats :</b> Sur l'appui des explications produites par l'exploitant, il ressort la situation suivante :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 1185 : pas de classement, car la quantité est &lt; à 300 kg de fluide frigorigène</li> <li>- 1435 / DC / 733 m3/an : pas de modification</li> <li>- 1510-2 / E / 228141 m<sup>3</sup> et 1511-3 / DC / 9323 m<sup>3</sup> : Voir point de contrôle suivant</li> <li>- 2160-1a / E / 85361 m<sup>3</sup> : pas de modification</li> <li>- 2160-2a / A / 92273 m<sup>3</sup> : pas de modification</li> <li>- 2260-2a / E / 35,13 MW : à modifier pour prendre en compte les installations de séchage actuellement classées sous la rubrique 2910 (reproduire et éventuellement actualiser le courrier déjà adressé à l'administration, mais non disponible au jour de l'inspection)</li> <li>- 2910-A-2 / DC / 3,14 MW : à modifier pour retirer les installations de séchage qui doivent dorénavant être classées sous la rubrique 2260 (reproduire et éventuellement actualiser le courrier déjà adressé à l'administration, mais non disponible au jour de l'inspection)</li> <li>- 3642-2 / A / 414 t/j : pas de modification</li> <li>- 4140-2 / D / 9 t</li> <li>- 4510-2 / DC / 68,5 t : pas de modification</li> <li>- 4702-II-b / DC / 1150 t : pas de modification</li> <li>- 4702-III / - / 50 t : pas de modification</li> <li>- 4702-IV / DC / 2000 t : pas de modification</li> <li>- RUBRIQUE IOTA :</li> <li>- 2.1.5.0-1° / A / 24,9 ha : pas de modification</li> </ul> <p>==&gt; Action retenue initialement :</p> <p>Le classement global du site n'est pas affecté par les évolutions annoncées : le site reste soumis au régime de l'autorisation tel que défini par la rubrique ICPE n° 2160.</p> <p>Cependant, une mise à jour de l'ensemble des rubriques et des critères de classement correspondant est nécessaire afin de disposer d'une situation administrative en cohérence avec l'activité du site.</p> <p>L'inspection propose de suivre ce point, en particulier en raison de l'évolution des modalités de classement sous la rubrique ICPE n° 1510 et 2260 (délai : 1 mois)</p> <p>==&gt; Par mail en date du 15 novembre 2022, l'exploitant précise le classement administratif de son site de Loudes à Castelnaudary.</p> <p>L'ajustement du classement n'induit aucun changement dans le régime global du site.</p> <p>==&gt; Conclusion :</p> <p>L'inspection propose de prendre acte de la nouvelle déclaration de classement du site. Une vérification de ce classement fera l'objet d'une action ultérieure spécifique.</p> <p>Action considérée comme soldée.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**Proposition de suites : Sans objet**

**N° 2 : Classement n° 1510**



<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 29/07/2020, article 1.2.1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Prise en compte IPD
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Rubrique n° 1510 :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 228141 m<sup>3</sup></li> <li>- Quantité de matière combustible ?</li> <li>- Identification des IPD sur l'ensemble du site (OPUS et les autres) ?</li> <li>- Quid de la rubrique n° 1511 ? Incluse dans la n° 1510 ?</li> <li>- Normalement, plus de référence à la 1511 !</li> </ul>
<p><b>Constats :</b> Le projet d'extension du site OPUS 2020 est désormais achevé en tenant compte des modifications apportées par le dossier OPUS 2021 (sans impact sur le classement du site).</p> <p>L'évolution de classement sous la rubrique ICPE n°1510 fait suite à une évolution des conditions de classement spécifié par la DGPR : Prise en compte du stockage en containers métalliques et/ou en sacs de semences sous la rubrique 1510 ==&gt; Note DGPR du 1er décembre 2011.</p> <p>Actualisation des dispositions techniques intervenues en 2010 ==&gt; Arrêté préfectoral du 7 janvier 2011 qui valide cette extension.</p> <p>A noter le recensement d'une extension importante sur le site intervenue en 2013 ==&gt; extension des séchoirs semences RIII.</p> <p>A noter également qu'en 2020, le dépôt d'un dossier d'extension pour le stockage de semences (conditionnées et containers métalliques) : OPUS 2020 ==&gt; Arrêté préfectoral du 29 juillet 2022 qui valide cette extension.</p> <p>Donc, la date de mise en service à retenir dans le cadre du nouvel arrêté ministériel relatif à la rubrique ICPE n° 1510 est 2013 pour la partie existante et 2021 pour l'extension OPUS, avec des prescriptions applicables selon les modalités définies dans les annexes de l'arrêté du 11/04/17 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510 (dernier modification en date du 24 septembre 2020 - évolutions post-Lubrizol).</p> <p>==&gt; Le bilan vis-à-vis des nouvelles évolutions réglementaires n'est pas disponible pour la totalité du site.</p> <p>==&gt; Action retenue initialement :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Établir le classement du site sous la rubrique ICPE n° 1510 en tenant compte des nouvelles règles de classement pour cette rubrique,</li> <li>- Établir et produire un bilan exhaustif de conformité vis-à-vis des dispositions des annexes applicables de l'arrêté du 11/04/17 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510,</li> <li>- Présenter, le cas échéant, un échéancier de mise en conformité.</li> </ul> <p>Situation nécessitant un suivi de l'action compte tenu de l'impact des nouvelles prescriptions sur les installations.</p> <p>==&gt; Par mail en date du 14 novembre 2022, l'exploitant apporte les compléments d'information suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Classement n° 1510</li> <li>- Situation administrative</li> <li>- Prise en compte des IPD (nouvelle réglementation 1510). Un seul IPD semences plus le bâtiment des semences potagères rubrique 1511. Partie frigo +12°C = report des semences sur demande de nos clients.</li> </ul> <p>Les quantités maximales pouvant être stockées sont : bâtiment A 15000 t + bâtiment B 3400 t (2000 containers métalliques de 1700 kg), soit 18400 t au maximum.</p> <p>==&gt; Conclusion :</p> <p>Un bilan de conformité exhaustif sur l'activité ICPE identifiée sous le numéro de rubrique n° 1510 est à produire afin d'apprécier la situation réglementaire dans son ensemble de cette activité.</p>

Situation nécessitant un suivi de l'action compte tenu de l'impact des nouvelles prescriptions sur les installations.

**Type de suites proposées :** Susceptible de suites

**Proposition de suites :** Sans objet

### N° 3 : Foudre

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 19, 20
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Foudre ARF
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Une analyse du risque foudre (ARF) Une étude technique (ET)  AM 29/03/2004 – article 9 : Le silo ne doit pas disposer de relais, d'antenne d'émission ou de réception collective sous ses toits, excepté si une étude technique justifie que les équipements mis en place ne sont pas source d'amorçage d'incendie ou de risque d'explosion de poussières. Les conclusions de cette étude doivent être prises en compte dans l'étude préalable relative à la protection contre la foudre  <b>Constats :</b> Suite à la création de l'extension OPUS 2020, l'exploitant a fait réaliser une actualisation de son ARF (DEKRA rapport N° D8061713 2201 R001 du 20/01/2022). Sur cette base, une nouvelle ET a été réalisée (DEKRA rapport N° D8064040 2201 R001). La réception des travaux Foudre a été réalisée par la Société FAUCHE sur la base de l'ARF actualisée ainsi que la nouvelle ET. Le dossier de modification OPUS 2021 n'induit aucun impact sur l'étude ARF.  Le carnet de bord n'a pas été mis à jour avec les nouveaux documents.  L'inspection note qu'une vérification complète des installations de protection contre la foudre sera programmée au plus tard avant fin 2022 afin de prendre en compte dans le contrôle les dernières évolutions introduites par l'extension OPUS.  ==> action retenue : - mettre à jour le carnet de bord, - respecter l'échéance de fin 2022 pour la réalisation d'une vérification complète des installations de protection contre la foudre.  ==> Par mail en date du 14 novembre 2022, l'exploitant apporte les informations complémentaires suivantes : Foudre : carnet de bord fait (pièce jointe transmise), dans l'attente de la vérification de la société DEKRA qui doit être réalisée en décembre.  Compte-tenu des engagements de l'exploitant, l'inspection ne prévoit pas de suivi particulier sur cette thématique.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 4 : Organisation-Responsable

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 3
<b>Thème(s) :</b> Autre, Responsable nommé
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitation doit se faire sous la surveillance d'une personne nommément désignée par l'exploitant et spécialement formée aux caractéristiques du silo et aux questions de sécurité.
<b>Constats :</b> Les éléments organisationnels présentés par l'exploitant ne permettent pas d'identifier clairement les liens hiérarchiques et fonctionnels des agents les uns envers les autres. L'absence d'organigramme clair ne permet pas d'avoir une vision globale de l'organisation retenue par l'exploitant. Les fiches de missions présentées manquent de précision et/ou demandent à être actualisées.  Quelques exemples : <ul style="list-style-type: none"><li>- M. XX est identifié comme contremaître sur le site de BRAM alors qu'il est affecté à la partie OPUS en tant que responsable expédition</li><li>- La fiche de fonction de contremaître n'est pas disponible au jour de la visite</li><li>- La fonction de chef d'équipe pour la zone RIII n'est pas spécifiée, ni la personne responsable de cette zone</li></ul> Cette configuration imprécise se traduit par une gestion des installations qui manque d'encadrement et qui conduit à des dérives identifiées dans les fiches d'écarts du présent rapport.  ==> Action retenue : Afin d'identifier l'attribution des missions ainsi que les responsabilités accordées aux agents, les actions suivantes sont indispensables : <ul style="list-style-type: none"><li>- Clarifier les liens hiérarchiques et fonctionnels de l'ensemble des agents</li><li>- Présenter un organigramme fonctionnel et hiérarchique pour chacune des zones d'activité présentes sur le site</li><li>- Faire correspondre aux missions définies une fiche de poste</li><li>- identifier et nommer chaque responsable de zone(s)</li><li>- Produire les mesures prises visant à s'assurer de l'existence des procédures / consignes et de leurs modalités d'exécution.</li></ul> Compte-tenu de l'organisation imprécise observée à la fois sur la partie documentaire et sur la partie terrain, l'inspection a informé l'exploitant qu'il sera proposé une mise en demeure sur cet écart afin de mettre en place un suivi et stopper cette dérive organisationnelle (délai de 15 jours)  ==> Par mail en date du 14 novembre 2022, l'exploitant apporte les clarifications suivantes : L'organigramme du service semences, mis à disposition sur Ddoc, n'est pas à jour : M. XX est basé sur BRAM au lieu de CASTELNAUDARY et rien ne précise qu'il s'occupe de la partie expédition.  L'inspecteur demande à avoir un organigramme à jour avec les fiches de missions correspondantes. M. XX est contremaître mais sa fiche de mission n'existe pas sur la partie semences. En cours de traitement  ==> L'inspection prend note des évolutions visant à clarifier l'organisation en place. L'inspection propose de suivre l'aboutissement de cette action afin de s'assurer que l'exploitant dispose de fiches de missions claires et en adéquation avec les responsabilités confiées. Il est proposé de suivre ce point en susceptible de suite et de réserver la proposition de mise en demeure dans le cas où cette action ne serait pas achevée sous un délai maxi de 1 mois.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

<b>N° 5 : Extension OPUS : Bureau - Guichet</b>
<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 29/07/2020, article 8.5.1
<b>Thème(s) :</b> Autre, OPUS : Dispositions constructives
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  Extension OPUS :  AP - Article 8.5.1 :  Les dispositions spécifiques du présent chapitre s'appliquent en compléments des dispositions générales du présent arrêté.  Les dispositions de l'arrêté du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510, y compris lorsqu'ils relèvent également de l'une ou plusieurs des rubriques 1530, 1532, 2662 ou 2663 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement s'appliquent sans dérogation.</p> <p>Arrêté du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510</p> <p>article 4 "dispositions constructives"...</p> <p>A l'exception des bureaux dits "de quais" destinés à accueillir le personnel travaillant directement sur les stockages, des zones de préparation ou de réception, des quais eux-mêmes, les bureaux et les locaux sociaux ainsi que les guichets de retrait et dépôt des marchandises et les autres ERP de 5e catégorie nécessaires au fonctionnement de l'entrepôt sont situés dans un local clos distant d'au moins 10 mètres des cellules de stockage ou isolés par une paroi au moins REI 120. Ils sont également isolés par un plafond au moins REI 120 et des portes d'intercommunication munies d'une ferme-porte présentant un classement au moins EI2 120 °C (classe de durabilité C2 pour les portes battantes). Ce plafond n'est pas obligatoire si le mur séparatif au moins REI 120 entre le local bureau et la cellule de stockage dépasse au minimum d'un mètre, conformément au point 6, ou si le mur séparatif au moins REI 120 arrive jusqu'en sous-face de toiture de la cellule de stockage, et que le niveau de la toiture du local bureau est situé au moins à 4 mètres au-dessous du niveau de la toiture de la cellule de stockage. De plus, lorsqu'ils sont situés à l'intérieur d'une cellule, le plafond est au moins REI 120, et si les bureaux sont situés en niveau ou mezzanine le plancher est également au moins REI 120.</p> <p>Les justificatifs attestant du respect des prescriptions du présent point, notamment les attestations de conformité, sont conservés et intégrés au dossier prévu au point 1.2 de la présente annexe....</p> <p><b>Constats :</b> le bureau / guichet de retrait nécessaire au fonctionnement de l'entrepôt est accolé à la cellule n° 3 de l'extension OPUS.</p> <p>A vu des critères visuels observés lors de la visite, la paroi de séparation semble ne pas respecter les critères minimums REI 120 : présence d'une vitre coulissante de séparation, à priori sans critère coupe-feu.</p> <p>==&gt; Action retenue initialement :  Mettre en conformité le bureau / guichet de retrait avec les prescriptions de l'article 4 "Dispositions constructives" de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510 (délai de 1 mois)</p> <p>==&gt; Par mail en date du 14 novembre 2022, l'exploitant précise la situation suivante :  Le bureau du personnel qui accueille les chauffeurs et assure le suivi administratif avant expédition n'est pas coupe-feu 2h00. Ce bureau a été considéré comme un bureau de quai puisque le personnel qui effectivement accueille les chauffeurs doit également se rendre sur les lieux de stockage eux-mêmes, directement dans les cellules, pour par exemple vérifier les disponibilités et orienter les caristes quand cela est nécessaire.</p> <p>==&gt; Conclusion :  Concernant la notion d'identification des bureaux de quai ou administratifs, une réunion pourra utilement être programmée pour conclure sur ce sujet. Cependant, pour que la notion de bureau de quai puisse être retenue, il est impératif que le personnel qui occupe cet espace soit affecté exclusivement à la manipulation des stockages. Le jour de la visite, du personnel administratif (deux agents d'accueil) était présents dans cet espace.</p>

L'Arrêté ministériel relatif à la 1510 stipule les précisions suivantes :

"[...] Guichet de retrait et dépôt de marchandises : zones, ou locaux (autres que les quais de chargement et de déchargement) destinés à accueillir des personnes extérieures à l'entreprise ou à l'établissement pour y retirer ou y déposer des marchandises [...]

A l'exception des bureaux dits de quais destinés à accueillir le personnel travaillant directement sur les stockages, des zones de préparation ou de réception, des quais eux-mêmes, les bureaux et les locaux sociaux ainsi que les guichets de retrait et dépôt des marchandises et les autres ERP de 5e catégorie nécessaires au fonctionnement de l'entrepôt sont situés dans un local clos distant d'au moins 10 mètres des cellules de stockage ou isolés par une paroi au moins REI 120. »

L'inspection propose de suivre la fin de la réalisation de cette action afin d'apprécier le respect des dispositions constructives (délai : 1 mois)

**Type de suites proposées :** Susceptible de suites

**Proposition de suites :** Sans objet

**N° 6 : RIII : Propreté - Nettoyage**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 12/02/2015, article 71.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Nettoyage
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Le matériel de nettoyage est adapté aux risques présentés par les produits et poussières.</p> <p>Étude de dangers C4 (p.171)</p> <p>De plus, des témoins d'empoussièrement ont été apposés (croix de couleur au sol d'une dimension de 50 cm x 50 cm) aux emplacements définis par la réglementation.</p> <p>Le nettoyage est obligatoire lorsque ces témoins ne sont plus visibles.</p> <p>AM du 29/03/2004 (modifié 23 février 2007) – Art.13</p> <p>Tous les silos ainsi que les bâtiments ou locaux occupés par du personnel sont débarrassés régulièrement des poussières recouvrant le sol, les parois, les chemins de câbles, les gaines, les canalisations, les appareils et les équipements et toutes les surfaces susceptibles d'en accumuler.</p> <p>La fréquence des nettoyages est fixée sous la responsabilité de l'exploitant et précisée dans les procédures d'exploitation.</p> <p>Les dates de nettoyage doivent être indiquées sur un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Le nettoyage est réalisé à l'aide d'aspirateurs ou de centrales d'aspiration.</p> <p>Ces appareils doivent présenter toutes les caractéristiques de sécurité nécessaires pour éviter l'incendie et l'explosion.</p> <p>Le recours à d'autres dispositifs de nettoyage tels que l'utilisation de balais ou d'air comprimé doit être exceptionnel et doit faire l'objet de consignes particulières.</p> <p><b>Constats :</b> Cette disposition n'est pas respectée.</p> <p>Présence de poussières importante dans la fosse de l'élévateur E4 qui alimente les cellules RIII.</p> <p>Présence de poussières dans le hall d'accès au séchoir RIII : sur les supports de canalisations, sur les parois, sur les supports de manutention ....</p> <p>Témoins d'empoussièrement absents dans la zone RIII.</p> <p>Absence de registre de nettoyage pour la zone RIII.</p> <p>Plusieurs équipements électriques non étanches aux poussières : coffrets électriques mal fermés ou dégradés suite à un choc, prise électrique sans cache de protection</p> <p>==&gt; Action retenue initialement :</p> <p>L'inspection a informé l'exploitant qu'un projet de mise en demeure serait proposé en vue de :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Procéder à un nettoyage minutieux de toute la zone RIII (délai : 5 jour)</li> <li>- Renforcer la présence de témoins d'empoussièrement au sol (délai : 5 jours)</li> <li>- Tenir à jour un registre de nettoyage (délai : 2 jours)</li> <li>- Remettre en état tous les équipements électriques dégradés (5 jours)</li> </ul> <p>==&gt; Par mail en date du 14 novembre 2022, l'exploitant, photo à l'appui confirme la réalisation du nettoyage dans la zone "oubliée" :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la zone RIII est nettoyée. Cf. photo fosse élévateur E4. Il n'y a plus d'activité dans cette zone depuis le 31/10/2022.</li> <li>- Rajouter des témoins d'empoussièrement sous les cellules de la RIII, dans le hall de réception, dans les couloirs de vidange des séchoirs.</li> <li>- Il n'y a pas de registre de nettoyage : <i>« le nettoyage est réalisé après chaque changement de variété ou de lot, cela fait partie du métier des semences car il ne doit pas y avoir de pollution variétale d'un lot à un autre. Autant de nettoyage que de variété. Un accent sera mis pour la prochaine campagne par les managers de premier et second niveau pour qu'aucune zone ne soit oubliée au moment des nettoyages (cf. fosse de l'élévateur E4). Les particules en présence lors de la visite sont essentiellement des follicules de maïs, ce sont des macro »</i></li> <li>- RIII et RII : remise en état des équipements électriques dégradés, reste l'armoire pesage tapis de la RII qui est en cours de déplacement dans le bureau du triage</li> </ul> <p>==&gt; Conclusion :</p>



L'inspection relève l'effort de réactivité de l'exploitant.

L'inspection propose de suivre l'évolution de l'action de déplacement de l'armoire électrique (selon un délai maxi de 1 mois) en classant désormais ce point en susceptible de suite en lieu et place de la proposition de mise en demeure.

**Type de suites proposées :** Susceptible de suites

**Proposition de suites :** Sans objet

**N° 7 : Extension OPUS : Parois des cellules 1, 2 et 3**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 29/07/2020, article 8.5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, TERRAIN : Configuration cellules 1, 2 et 3
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> AP - article 8.5.2.1 : Cellule 1 : <ul style="list-style-type: none"><li>- liaison avec Bâtiment semences : configuration coupe-feu 2h équivalente</li><li>- porte coupe-feu fermeture auto</li></ul> AP - article 8.5.3.1 : Cellule 2 : <p>La cellule n° 2 est séparée de la cellule n° 1 par une configuration coupe-feu 2h équivalente</p> <p>La cellule n° 2 est séparée de la cellule n° 3 par des murs coupe-feu REI 120 ainsi que les ouvertures réalisées dans ces murs qui sont EI2 120 C (classe de durabilité C2). Ces murs sont prolongés latéralement aux murs extérieurs sur une largeur d'au moins de 0,5 mètre de part et d'autre ou de 0,5 mètre en saillie de la façade dans la continuité de la paroi. Ces murs dépassent d'au moins 1 mètre la couverture au droit du franchissement. La toiture est recouverte, de part et d'autre de ces murs, d'une bande de protection sur une largeur minimale de 5 mètres de part et d'autre des parois séparatives. Cette bande est en matériaux A2 s1 d1 ou comporte en surface une feuille métallique A2 s1 d1.</p>
<b>Constats :</b> L'inspection constate la dégradation (impact de fourchet élévateur dans les parois et arrachement revêtement EI120 de la paroi de séparation) des parois. Aucunes dispositions physique (à l'exception de la cellule 1 sur un côté) n'est présente pour préserver l'intégrité des parois et de leur critère "coupe-feu".  ==> Action retenue initialement : <ul style="list-style-type: none"><li>- Remettre en état les dégradations importantes dans la paroi (REI 120) de séparation cellule 1 (délai : 2 jours),</li><li>- Établir un plan de stockage et mettre en place des dispositifs physiques de préservation de l'intégrité des parois (délai : 3 mois),</li><li>- Remettre en état l'ensemble des parois dégradées (30 jours)</li></ul> ==> Par mail en date du 07/10/2022, l'exploitant a fait parvenir une photo démontrant la remise en état de la paroi d'isolation REI120 de séparation avec la cellule 1.  ==> Par mail en date du 14 novembre 2022, l'exploitant précise la situation suivante : Extension OPUS : Gestion des stocks - cellules 1, 2 et 3 : <ul style="list-style-type: none"><li>- Établir un plan de stockage et mettre en place des dispositifs physiques de préservation de l'intégrité des parois (délai : 3 mois) : marquage en cours (SIME)</li><li>- Remettre en état l'ensemble des parois dégradées (30 jours) : Ok fait.</li></ul> ==> Conclusion : <p>L'inspection propose de suivre la fin de la réalisation de cette action afin d'apprécier les règles établies vis-à-vis du dossier ICPE (délai : 1,5 mois)</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

<b>N° 8 : Extension OPUS : Fumigation cellule n°2 - Dispositions d'urgence</b>
<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 29/07/2020, article 7.6.2.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Traitement par gazéification desstockage
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Des procédures d'intervention pour la gestion des situations d'urgence sont rédigées par l'exploitant et communiquées aux services de secours. Elles doivent notamment comporter :</p> <p>le plan des installations avec indication :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- des phénomènes dangereux (incendie, explosion, etc.) susceptibles d'apparaître,</li> <li>- les mesures de protection,</li> <li>- les moyens de lutte contre l'incendie,</li> <li>- les dispositifs destinés à faciliter l'intervention des services d'incendie et de secours ;</li> </ul> <p>les stratégies d'intervention en cas de sinistre comprenant notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le schéma d'alerte décrivant les actions à mener, à compter de la détection d'un phénomène dangereux (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes),</li> <li>- l'organisation de la première intervention et de l'évacuation en périodes ouvrées,</li> <li>- les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées et non ouvrées,</li> <li>- la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avec des extincteurs et des robinets d'incendie armés et d'interagir sur les moyens fixes de protection incendie, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement,</li> </ul> <p>...</p> <p><b>Constats :</b> Le jour de l'inspection, la visite de la cellule 3 n'a pas été accessible : plusieurs pancartes signalant "accès interdit Gaz Toxique".</p> <p>L'inspection a questionné le personnel présent sur la conduite à tenir en cas de nécessité d'intervention dans cette cellule n° 3 tempérée ainsi que la procédure correspondante.</p> <p>Au regard des échanges avec l'exploitant, l'inspection conclut à une insuffisance de connaissance dans le plan d'intervention et stratégies en cas de sinistre survenant au sein de la cellule n° 3 en cours de traitement par gazéification, ainsi que de l'absence d'une procédure d'intervention.</p> <p>==&gt; Action retenue initialement :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Produire une procédure d'intervention répondant aux objectifs de l'article 7.6.2.1 permettant de gérer un sinistre intervenant au sein d'une zone de stockage en cours de traitement par gazéification,</li> <li>- Apporter les justificatifs de formation du personnel concerné par une intervention dans une cellule en cas de gazéification.</li> </ul> <p>Compte-tenu du critère sécuritaire en cas d'intervention dans une cellule en cours de gazéification, l'inspection propose de maintenir un suivi spécifique de ce point (délai 15 jours)</p> <p>==&gt; Par mail en date du 14 novembre 2022, l'exploitant apporte les éléments de réponses suivants :</p> <p><i>« Le jour de la visite la cellule n°3 était en cours de traitement au PH3. L'inspection demande de produire une procédure d'intervention répondant aux objectifs de l'article 7.6.2.1 permettant de gérer un sinistre intervenant au sein d'une zone de stockage en cours de traitement par gazéification : les opérations de fumigation sont réalisées sous le couvert d'une société extérieure qui assure le contrôle des opérations de mise sous gaz et peut intervenir en cas d'accident. Il y a également sur la zone Sud-Ouest 3 personnes ARTERRIS qui sont formées et peuvent intervenir en cas d'incident. La procédure d'intervention reste la même que celle présentée en 2016 ; Nous allons simplement rajouter les trois et bientôt quatre noms et n° de téléphone du personnel ARTERRIS habilité ».</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Apporter les justificatifs de formation du personnel concerné par une intervention dans une cellule en cas de gazéification : il existe au sein d'ARTERRIS du personnel spécifiquement formé aux procédures d'exploitation fumigation. (Cf. attestations de formation transmis).</li> </ul> <p>==&gt; L'inspection prend note des éléments produits, mais relève que la procédure d'intervention au sein d'une cellule en cours de traitement par fumigation - PH3 n'est pas exhaustive. Elle se limite à</p>

gérer un incendie survenant au niveau du réacteur, mais ne décrit pas le mode opératoire en cas d'un incendie survenant sur le stockage en cours de fumigation.

Il convient donc que l'exploitant puisse compléter sa procédure d'intervention (PTE MD 1105) en décrivant le mode opératoire à respecter dans le cas d'un incendie survenant au sein d'un stockage en cours de traitement par fumigation.

Compte-tenu du critère sécuritaire en cas d'intervention dans une cellule en cours de gazéification, l'inspection propose de maintenir un suivi spécifique de ce point (délai 15 jours) avec "susceptible de suite"

==> Par mail en date du 15 novembre 2022, l'exploitant a complété sa procédure pour y inclure distinctement l'action "silo" et "entrepôt".

==> Conclusion :

L'inspection prend note de ces nouveaux éléments qui répondent au point soulevé.

Point soldé ne justifiant plus de suivi spécifique.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet

**N° 9 : Extension OPUS : Palettes de bois : Stockages extérieurs**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 29/07/2020, article 71.6, 8.5.1
<b>Thème(s) :</b> Autre, Règles d'exploitation : OPUS, gestion des stockages de palettes
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Article 71.6 :</p> <p>Il est donné acte à l'exploitant de la mise à jour de l'étude de dangers pour l'exploitation de son complexe céréalier qu'il exploite sur le territoire de la commune de CASTELNAUDARY (étude de dangers complétée version C4, affaire 5044862A et 51274881, en date du 14 avril 2014 ainsi que du porté à connaissance, affaire 53159657, en date du 6 mars 2020).</p> <p>Application des dispositions générales de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510</p> <p>Article 2 : Règles d'implantation</p> <p>...</p> <p>III. Les parois externes des cellules de l'entrepôt (ou les éléments de structure dans le cas d'un entrepôt ouvert) sont suffisamment éloignées des stockages extérieurs et des zones de stationnement susceptibles de favoriser la naissance d'un incendie pouvant se propager à l'entrepôt.</p> <p>« La distance entre les parois externes des cellules de l'entrepôt et les stockages extérieurs susceptibles de favoriser la naissance d'un incendie n'est pas inférieure à 10 mètres.</p> <p>« Cette distance peut être réduite à 1 mètre :</p> <p>« - si ces parois, ou un mur interposé entre les parois et les stockages extérieurs, sont REI 120, et si leur hauteur excède de 2 mètres les stockages extérieurs ;</p> <p>« - ou si les stockages extérieurs sont équipés d'un système d'extinction automatique d'incendie.</p> <p>...</p> <p>Article 9 : Conditions de stockage</p> <p>...</p> <p>En l'absence de système d'extinction automatique, les matières stockées en rayonnage ou en palettier respectent les dispositions suivantes :</p> <p>1° Hauteur maximale de stockage : 10 mètres maximum ;</p> <p>2° Largeurs des allées entre ensembles de rayonnages ou de palettiers : 2 mètres minimum.</p> <p>« La hauteur des matières dangereuses liquides est limitée à 5 mètres par rapport au sol intérieur, quel que soit le mode de stockage.</p> <p>...</p> <p><b>Constats :</b> L'inspection constate :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la présence d'un stock important de palettes de bois au niveau de l'aire de manœuvre des véhicules incendie.</li> <li>- les palettes de bois sont accolées aux parois des cellules 1 et 2,</li> <li>- aucune rétention des eaux d'extinction n'est disponible pour la collecte des eaux d'incendie,</li> <li>- les dispositions du PAC de 2020 et PAC modificatif de 2021 ne sont pas respectées : aucun stockage de palettes de bois n'est prévu à cet emplacement.</li> </ul> <p>==&gt; Action retenue initialement :</p> <p>Respecter les dispositions du PAC de 2020 et de 2021 (délai : 1 mois)</p> <p>==&gt; Par mail en date du 14 novembre 2022, l'exploitant confirme l'action effectuée :</p> <p>Stockage extérieur : « <i>le stockage de palettes était prévu à l'intérieur des bâtiments, lors de la visite par manque de place, les palettes étaient à l'extérieur collées aux bâtiments. Ces palettes ont été enlevées et repositionnées à l'intérieur des bâtiments. Une réflexion est en cours pour la gestion des stocks, il faut noter que cette année le manque de palettes sur le marché libre, a obligé les semenciers à ce couvrir très tôt dans la campagne, au lieu comme les années précédentes d'être en flux tendu</i> ».</p> <p>==&gt; Conclusion :</p> <p>Les dispositions de cette prescription sont désormais respectées et la nouvelle situation ne</p>

nécessite plus d'engager de suite administrative.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 10 : Circulation dans l'établissement : Vitesse des véhicules**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 12/02/2014, article 71.5
<b>Thème(s) :</b> Autre, Règles de circulations
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Le ou les accès à la voie publique sont aménagés de telle sorte qu'ils ne créent pas de risque pour la sécurité publique. L'exploitant fixe les règles de circulation applicables à l'intérieur de l'établissement. Elles sont portées à la connaissance des intéressés par une signalisation adaptée et une information appropriée. ...
<b>Constats :</b> Le jour de la visite, l'inspection constate que la majorité des camions qui circulent sur le site ne respectent pas la limitation de vitesse, malgré la présence d'un panneau de limitation de vitesse à 30 km/h à l'intérieur du site.  ==> Action retenue : Justifier des actions retenues permettant, outre le rappel du respect des consignes, de faire respecter cette consigne de 30 km/h  ==> Par mail en date du 14 novembre 2022, l'exploitant fait par du rappel fait auprès des chauffeurs : <i>« Malgré un affichage de la vitesse maximum autorisée de 30 km/h de nombreux camions roulent visiblement beaucoup plus vite. Des notes de sensibilisation sont régulièrement envoyées au personnel du site, la dernière est en date du 11 octobre 2017. Une nouvelle note sera envoyée fin novembre 2022. Cf. pièce jointe »</i>  ==> Conclusion : L'inspection prend note de cette action, mais restera vigilant à occasion de visites ultérieures sur le bon respect de cette consigne de limitation de vitesse. Des solutions complémentaires doivent néanmoins être étudiées dans le cas où le simple rappel s'avérerait insuffisant pour faire respecter le respect des limitations de vitesse. L'inspection propose de clore ce point.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



N° 11 : Circulation dans l'établissement : Accès véhicules d'incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 12/02/2014, article 71.5
<b>Thème(s) :</b> Autre, Règles de circulations
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> ... Les voies de circulation et d'accès sont notamment délimitées, maintenues en constant état de propreté et dégagées de tout objet susceptible de gêner le passage. Ces voies sont aménagées pour que les engins des services d'incendie puissent évoluer sans difficulté. ...
<b>Constats :</b> Le jour de la visite, l'inspection a constaté que cette disposition n'est pas respectée. Plusieurs bennes sont stockées en partie sur la voirie interne du site qui permet d'accéder à la réserve d'eau incendie. En cas de nécessité, la circulation des véhicules d'intervention sera fortement gênée.  ==> Action retenue initialement : - Retirer toutes les bennes (4 le jour de la visite) qui empiètent sur la voie interne destinée aux véhicules d'intervention, - Produire les justificatifs relatifs à la bonne prise en compte de cette disposition.  ==> Par mail en date du 14 novembre 2022, l'exploitant fait part du rétablissement du passage d'accès à la réserve incendie : <i>« A l'arrière de la cellule Expédition se trouvent la réserve incendie souple de 320 m3. Le jour de l'inspection, des bennes étaient positionnées sur le chemin d'accès à la citerne, ce qui aurait pu gêner la circulation des services de secours. Interdire le stockage des bennes à cet endroit-là. Cf. photo »</i>  ==> Conclusion : L'inspection note la bonne prise en compte du rétablissement du passage destiné aux véhicules de secours. Action réalisée, le suivi spécifique n'est plus nécessaire.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 12/02/2015, article 1.1.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Parois : Intégrité
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Article 1.1.3 : Installations non visées par la nomenclature ou soumises à déclaration ou soumises à enregistrement : ... Les dispositions des arrêtés ministériels existants relatifs aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à autorisation sont applicables aux installations classées soumises à autorisation incluses dans l'établissement dès lors que ces installations ne sont pas régies par le présent arrêté préfectoral d'autorisation, notamment : <ul style="list-style-type: none"><li>• Arrêté du 13/04/10 et ses modifications relatif à la prévention des risques présentés par les stockages d'engrais solides à base de nitrate d'ammonium soumis à autorisation au titre de la rubrique 1331 et les stockages de produits soumis à autorisation au titre de la rubrique 1332,</li></ul> ...  Arrêté du 13/04/10 relatif à la prévention des risques présentés par les stockages d'engrais solides à base de nitrate d'ammonium soumis à autorisation au titre de la rubrique 4702 et les stockages de produits soumis à autorisation au titre de la rubrique 4703 7.2. Aménagement : ... 7.2.2. Les stockages sont conçus de manière à éviter toute accumulation indésirable d'engrais.
<b>Constats :</b> Au jour de la visite, l'inspection constate une dégradation des parois dans certaines cases béton, le ferrailage étant apparent. L'exploitant précise qu'une action de remise en état des parois est actuellement en cours : cette affirmation est confirmée par la présence d'ouvriers spécialisés en intervention sur les parois dégradées.  ==> Action retenue initialement : Aucune action particulière n'est proposée par l'inspection du fait que l'exploitant ait déjà pris en compte les dispositions pour remettre en état les cases de stockage d'engrais.  ==> Par mail en date du 14 novembre 2022, l'exploitant apporte la précision suivante : Certaines parois béton des cellules de stockage vrac sont abîmées. Cela fait l'objet d'un plan de maintenance annuel.  ==> Conclusion : Aucune action particulière n'est proposée par l'inspection du fait que l'exploitant ait déjà pris en compte les dispositions pour remettre en état les cases de stockage d'engrais.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 29/06/2020, article 71.6
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Position des stocks
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  AP 2020 - article 71.6  Il est donné acte à l'exploitant de la mise à jour de l'étude de dangers pour l'exploitation de son complexe céréalier qu'il exploite sur le territoire de la commune de CASTELNAUDARY (étude de dangers complétée version C4, affaire 5044862A et 51274881, en date du 14 avril 2014 ainsi que du porté à connaissance, affaire 53159657, en date du 6 mars 2020).  ...</p>
<p><b>Constats :</b> L'inspection constate l'absence de règles de positionnement des stockage vis-à-vis des parois des cellules.  Certains stockages sont accolés aux parois.  Les dispositions de stockages définies dans le PAC de 2020 et ayant conduit à démontrer la maîtrise des flux thermiques vis-à-vis des limites de propriétés ne sont pas respectées (selon les cellules considérées, les distances entre parois et stockages varient de 0,4 m à 1 m).</p> <p>==&gt; Action retenue initialement :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Établir un plan de stockage pour les cellules 1, 2 et 3 conformément à la simulation Flumilog, (délai : 14 mois)</li> <li>- Respecter le plan de stockage des cellules 1, 2 et 2 (délai : 1 mois)</li> </ul> <p>==&gt; Par mail en date du 14 novembre 2022, l'exploitant précise la situation suivante :</p> <p>Extension OPUS : Gestion des stocks - cellules 1, 2 et 3 ;</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Établir un plan de stockage et mettre en place des dispositifs physiques de préservation de l'intégrité des parois (délai : 3 mois) : marquage en cours (SIME) ;</li> <li>- Remettre en état l'ensemble des parois dégradées (30 jours) Ok fait.</li> </ul> <p>==&gt; Conclusion :</p> <p>L'inspection propose de suivre la fin de la réalisation de cette action afin d'apprécier les règles établies vis-à-vis du dossier ICPE (délai : 1,5 mois)</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 14 : Extension OPUS : Emplacement poste de charge des Batteries**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 29/07/2022, article 8.5.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Distance avec les stockages
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b> Les dispositions spécifiques du présent chapitre s'appliquent en compléments des dispositions générales du présent arrêté. Les dispositions de l'arrêté du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510, y compris lorsqu'ils relèvent également de l'une ou plusieurs des rubriques 1530, 1532, 2662 ou 2663 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement s'appliquent sans dérogation.</p> <p>Arrêté du 11/04/17 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510 Article 17. Ventilation et recharge de batteries ... La recharge de batteries est interdite hors des locaux de recharge en cas de risques liés à des émanations de gaz. En l'absence de tels risques, pour un stockage non automatisé, une zone de recharge peut être aménagée par cellule de stockage sous réserve d'être distante de 3 mètres de toute matière combustible et d'être protégée contre les risques de court-circuit. ...</p>
<p><b>Constats :</b> La prescription n'est pas respectée. Des stockages de matières combustibles sont présents à proximité immédiate de l'installation de charge des batteries</p> <p>==&gt; Action retenue initialement : Respecter les critères de stockage vis-à-vis de l'emplacement des batteries. (1 jour)</p> <p>==&gt; Par mail en date du 14 novembre 2022, l'exploitant confirme l'action réalisée : <i>« L'inspecteur a remarqué des palettes et cartons à proximité des batteries de charge ; cela constitue une charge calorifique importante. Enlever toute charge calorifique à proximité des batteries. Cf. photo »</i></p> <p>==&gt; Conclusion : L'inspection note la prise en compte des dispositions d'éloignement vis-à-vis de l'emplacement des zones de chargement. Il n'est plus nécessaire de maintenir un suivi spécifique pour ce point.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 29/07/2022, article 8.5.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Distance avec les stockages
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  Les dispositions spécifiques du présent chapitre s'appliquent en compléments des dispositions générales du présent arrêté.  Les dispositions de l'arrêté du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510, y compris lorsqu'ils relèvent également de l'une ou plusieurs des rubriques 1530, 1532, 2662 ou 2663 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement s'appliquent sans dérogation.</p> <p>Arrêté du 11/04/17 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510  Article 13. Moyens de lutte contre l'incendie</p> <p>...</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'entrepôt, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées ;</li> <li>- de robinets d'incendie armés, situés à proximité des issues. Ils sont disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par deux lances sous deux angles différents. Ils sont utilisables en période de gel ; ce point n'est pas applicable pour les cellules ou parties de cellules dont le stockage est totalement automatisé ;</li> </ul> <p>...</p>
<p><b>Constats :</b> Extension OPUS et Hall RIII :</p> <p>La prescription n'est pas respectée au niveau de tous les emplacements.  L'accès aux extincteurs et RIA est gêné soit par des batteries en charge, soit par des stockages présents devant les équipements.</p> <p>==&gt; Action retenue initialement :  Respecter les critères d'accès aux moyens d'intervention.</p> <p>==&gt; Par mail en date du 14 novembre 2022, l'exploitant confirme l'action réalisée :  <i>« Au moment de la visite des extincteurs sont difficilement accessibles car les batteries gênent l'accès. Des RIA sont impossibles à manœuvrer car des big-bags sont stockés devant. Faire un marquage au sol interdisant tout stockage devant les RIA : Fait »</i></p> <p>==&gt; Conclusion :  L'inspection note la prise en compte des dispositions d'éloignement vis-à-vis de l'emplacement des zones de chargement.  Il n'est plus nécessaire de maintenir un suivi spécifique pour ce point.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 29/07/2022, article 1.2.1, 1.2.4-3°
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Présences d'engrais Liquides
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  Article 1.2.1 : Type d'engrais autorisés  - 4702-II b : 1150 t  - 4702-III : 50 t  4702-IV : 2000 t</p> <p>Article 1.2.4-3° :  3 : Zone de conditionnement et de stockage d'engrais solides comprenant :  - une capacité totale de stockage d'engrais relevant de la rubrique ICPE n°4702-II et 4702-III (vrac et conditionnées) pouvant atteindre 1250 t, dont seulement 1150 tonnes maximum d'engrais relevant de la rubrique ICPE n°4702-II et 50 tonnes maximum d'engrais relevant de la rubrique ICPE n° 4702-III,  - un bâtiment qui comprend :  . une zone de stockage d'engrais en vrac dans 15 cases béton pouvant contenir jusqu'à 600 t chacune selon la densité maximale des produits entreposés,  . une zone de stockage d'engrais conditionnés,  . une fosse de réception vrac en béton, extérieure au bâtiment et placée sous auvent,  . un ensemble de manutention (bandes transporteuse),  . une unité pneumatique de conditionnement en sac et/ou big-bags,  . un local utilisé pour le stockage des emballages de conditionnement et pour le stationnement des chariots de manutention,  - une zone extérieure de stockage d'engrais conditionnées pouvant atteindre jusqu'à 3000 tonnes d'engrais. Les engrais sont stockés par catégories,  . un emplacement à l'air libre sur aire goudronnée (bétonnée, si réfection) pour les engrais relevant de la rubrique ICPE n°4702-II et n°4702-III,  . un emplacement à l'air libre sur aire goudronnée pour les engrais relevant de la rubrique ICPE n°4702-IV,  . un emplacement à l'air libre sur aire goudronnée pour les engrais ne relevant pas de la rubrique ICPE n°4702.</p>
<p><b>Constats :</b> La prescription n'est pas respectée.  Le site n'est pas autorisé à stocker des engrais liquides.  le jour de la visite, un reliquat d'engrais liquides était présent dans une case de stockage d'engrais où des engrais en vrac étaient présents.</p> <p>==&gt; Action retenue initialement :  - Respecter les critères de stockage des engrais ainsi que l'interdiction de stocker des engrais liquides dans les cases de stockage d'engrais solides.</p> <p>==&gt; Par mail en date du 14 novembre 2022, l'exploitant confirme l'action réalisée :  <i>« Au moment de l'inspection, dans la dernière cellule, à proximité d'un produit vrac étaient stockés 3 containers d'engrais liquides. Le produit a été immédiatement enlevé et envoyé chez le client. »</i></p> <p>==&gt; Conclusion :  L'inspection note le rétablissement des règles de stockage au niveau des cellules béton de stockage de l'engrais solide.  Il n'est plus nécessaire de maintenir un suivi spécifique pour ce point.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 29/06/2020, article 71.6
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Portes isolantes
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  AP 2020 - article 71.6  Il est donné acte à l'exploitant de la mise à jour de l'étude de dangers pour l'exploitation de son complexe céréalier qu'il exploite sur le territoire de la commune de CASTELNAUDARY (étude de dangers complétée version C4, affaire 5044862A et 51274881, en date du 14 avril 2014 ainsi que du porté à connaissance, affaire 53159657, en date du 6 mars 2020).  ...  Étude de dangers complétée version C4, affaire 5044862A et 51274881  ...  Pour le silo RII :  Isolation du hall de triage des semences vis à vis de la partie technique se trouvant au Nord des cellules du silo RII dans laquelle débouchent les galeries de reprise des grains du silo.  Cette isolation a été réalisée en remplaçant la porte existante permettant de passer du hall à la partie technique par une porte en acier, à fermeture automatique.  Pour le silo RIII :  Mise à l'air libre de l'extrémité Est de chacune des deux galeries sous cellules du silo RIII.  Cette mesure a été réalisée en pratiquant une ouverture sur la façade située à l'extrémité des galeries.  Isolation des galeries des lieux de travail situés à l'Ouest de celles-ci.  Cette mesure a été réalisée en installant des portes métalliques sur la cloison existante et en bloquant par une paroi le passage au-dessus des engins de manutention.  ...  <b>Constats :</b> Cette disposition n'est pas respectée.  Les portes métalliques d'isolation sont :  - soit maintenues ouvertes (gonds de fermeture automatique retirés),  - soit bloquées par des stockages (containers métalliques)    ==&gt; Action retenue initialement :  Respecter les règles d'isolement établies suite aux études et diagnostics INERIS relatifs aux risques accidentels étudiés.    ==&gt; Par mail en date du 14 novembre 2022, l'exploitant confirme l'action réalisée :  <i>« Sous les cellules de la réception RIII, il existe des portes d'accès à la galerie sous cellule. Dans le cadre du risque silo, ces portes doivent être fermées de façon à éviter, en cas d'explosion le passage du flux thermique d'un volume à un autre. Les portes ont été de nouveau équipées de ferme porte automatique et d'un panneautage explicitant, qu'en toute situation, ces portes doivent rester fermées. OK fait cf. photos »</i>    ==&gt; Conclusion :  L'inspection note le rétablissement de la fonctionnalité des portes isolantes.  Il n'est plus nécessaire de maintenir un suivi spécifique pour ce point.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet